

Elections présidentielles à Djibouti: Les dessous de la visite très politique d'un général français

A quelques semaines des élections présidentielles à Djibouti, le Chef d'Etat-Major des Armées Françaises (CEMA), le Général Pierre de Villers a effectué une visite de deux jours très médiatisée en République de Djibouti pour rencontrer le président de la République de Djibouti Ismael Omar Guelleh (IOG). Cette visite fait suite à la venue du ministre de la Défense français Jean-Yves Le Drian au mois de juillet dernier. Ce rapprochement diplomatique qui s'esquisse après plusieurs années de relations franco-djiboutiennes distendues est l'occasion de remettre en perspective la présence militaire française à Djibouti et les enjeux stratégiques de la région.

Vingt ans de relations houleuses

La détérioration des relations franco-djiboutiennes peut être datée de l'affaire Borrel, du nom de ce magistrat détaché en République de Djibouti qui y a été retrouvé assassiné en 1995. Le mobile de son assassinat n'a pu être à ce jour déterminé, laissant libre court à toutes sortes d'hypothèses. Il est permis d'affirmer que les autorités françaises après avoir tout fait pour accrédiiter la thèse du suicide, ont fait obstruction à la recherche de la vérité. Depuis des témoins ont personnellement mis en cause le président djiboutien, Mr Ismael Omar Guelleh (IOG). Celui-ci exaspéré par les attitudes contradictoires des gouvernements français et de la Justice française nourrit un fort ressentiment à l'égard de la France. Au début de la mandature de N Sarkozy dans le cadre des restrictions budgétaires la France réduisait sa présence militaire en Afrique au point d'envisager la fermeture de la base de Djibouti au profit d'une base aux Emirats Arabes Unis. L'impact financier de la présence militaire française sur l'économie djiboutienne était alors encore considérable.

Le développement de la piraterie somalienne dans l'Océan Indien donne l'occasion en 2008 au président Sarkozy de prendre la tête d'une opération internationale de lutte contre la piraterie (la mission ATALANTE) rendant tout son intérêt à Djibouti. Mais le président djiboutien autant par défiance envers la France que par dépit avait commencé à libérer le marché économique de son pays et à diversifier ses partenariats, permis en 2009 aux américains de développer à Djibouti leur base militaire pour pouvoir intervenir aussi bien au Yemen qu'en Somalie. Pour Ismael Omar Guelleh c'était l'occasion de contrebalancer l'influence française tant sur le plan militaire qu'économique. Il n'aura de cesse ensuite d'autoriser différents pays à établir des bases à Djibouti ou à leur Marine Nationale d'y faire escale.

Les relations franco-djiboutiennes s'étaient passablement dégradées en 2008 quand un

différent frontalier avec l'Erythrée dégénèra en affrontement armé, Le président IOG était persuadé que la France interviendrait conformément aux Accords de Défense. Cependant la France refusa, autant parce qu'elle considérait que ce problème pouvait être réglé par la négociation, que parce qu'elle ne disposait plus à Djibouti d'un dispositif militaire correspondant aux normes d'engagement. Il faut se rappeler que le conflit entre l'Erythrée et l'Ethiopie de 1998 à 2000 avait été particulièrement meurtrier. La suite donna raison aux calculs de la France mais son attitude fut considérée par les djiboutiens comme une trahison. IOG tint La France à l'écart et fit appel à la médiation de la Ligue Arabe et du Qatar pour régler le conflit.

La brouille finit par s'apaiser en même temps que la menace judiciaire de l'affaire Borrel s'éloignait. Les relations entre les deux pays demeuraient néanmoins distendues..En 2010 le président IOG fit modifier la constitution pour briguer un troisième mandat présidentiel sur fond de contestation populaire et de répression . Cela n' n'incitait pas la France à se rapprocher de ce président désormais perçu comme un dictateur et elle préférait attendre le voir quitter le pouvoir. Les années suivantes les silences polis de la France aux appels répétés à la réconciliation du président IOG furent pris comme autant de vexations.

La France tente de se rapprocher dans un contexte politique difficile

. La France a récemment cherché à se rapprocher de Djibouti. En juillet 2015 Jean-yves Le Drian premier Ministre de la Défense à venir à Djibouti depuis onze ans, a eu l'occasion de discuter avec le président IOG de leurs préoccupations réciproques: La désapprobation de Paris et Washington à voir l'armée chinoise s'installer à Djibouti, la capacité de la France à contribuer à la stabilité de la région malgré une diminution des effectifs français à Djibouti de 1900 à 1300 hommes, le désir de Djibouti de voir les entreprises françaises investir à Djibouti

L'économie djiboutienne ne repose plus sur la présence des militaires français, de deux filiales de banques françaises et d'une petite communauté franco-djiboutienne. Depuis 10 ans Djibouti est devenue un gigantesque hub portuaire, une place financière pour d'innombrables et improbables banques étrangères, des investisseurs venus de toute la région. La population locale et le développement du pays cependant en profitent peu. Corruption et fonctionnement clanique de la société attisent les rancœurs.

Pour relancer les relations franco-djiboutiennes La France aurait préféré que le président djiboutien quitte le pouvoir à l'occasion des élections présidentielles d'avril 2016 en se choisissant un successeur. C'est ce qu'avait fait le premier président djiboutien Hassan Gouled Aptidon en désignant son neveu Ismael Omar Guelleh pour lui succéder. Mais le président a écarté tous les prétendants à sa succession, l'opposition est désunie, personne ne s'impose comme une alternative crédible. Assuré de remporter largement les élections Il a décidé de se représenter pour un quatrième mandat. Certains quartiers populaires en fonction de leur appartenance clanique vont protester. Répression et clientélisme suffiront-ils à ramener le calme? Probablement.

Déjà au mois de décembre la répression d'une réunion de l'opposition a fait plus d'une dizaine de victimes.

La venue dans ce contexte du plus haut gradé militaire français donne à cette rencontre ni purement technique, ni de simple courtoisie, un caractère éminemment politique qui indique la volonté de rapprochement de la France.

La stabilité du pays avant tout

L'intérêt immédiat de la France, comme des autres puissances présentes à Djibouti, est avant tout que les élections se déroulent le mieux possible. La déstabilisation du pays affecterait toute la région et la France se retrouverait impliquée indirectement dans tous les conflits régionaux: Somalie, Yemen et même la rébellion locale de l'ethnie Afar. Il n'est plus question d'encourager un nouveau "printemps arabe". Les Forces Armées Françaises en termes opérationnelles sont au maximum de leurs capacités d'intervention et doivent pouvoir être en mesure d'intervenir en Libye pour contrer l'expansion de l'Etat Islamique. Est-ce cela qui justifie que la France apporte publiquement et sans attendre les élections son soutien à IOG ?

Un pays sous influence de la Chine et de la Ligue Arabe

La France voit Djibouti échapper progressivement à son influence. En février la Chine, un des principaux bailleur de fonds de Djibouti, a conclu un accord pour la construction d'installations portuaires destinées à sa Marine Nationale malgré les réticences françaises et américaines. Elle va également construire deux nouveaux aéroports dont ses Forces Aériennes ne manqueront pas de profiter. La Chine en concurrence avec le Japon, s'implante massivement en Afrique de l'Est. Pour protéger ses intérêts, elle construit à Djibouti sa première base militaire à l'étranger. Son implantation se fera forcément au détriment des forces françaises et américaines.

Sur le plan diplomatique Djibouti ressère les liens avec les pays de la Ligue Arabe. Au lendemain de la visite du CEMA français le président IOG se rendra en Arabie Saoudite assister en compagnie d'autres chefs d'état africains à la clôture d'un important exercice militaire: "Tonnerre du Nord". L'Arabie Saoudite négocie pour obtenir elle aussi une base militaire à Djibouti, dont la situation géographique serait un atout stratégique pour les opérations militaires qu'elle mène au Yemen. La Ligue Arabe ne ménage pas ses efforts pour séduire Djibouti. la diplomatie qatari a récemment obtenu la libération de prisonniers de guerre djiboutiens détenus en Erythrée depuis 2008. Djibouti le lui rend bien en entretenant des relations des plus cordiales avec le président soudanais Omar El Bechir poursuivi par la CPI.

La France envisage de jouer un rôle nouveau

Ces dernières décennies les évolutions de l'économie mondiale ont bouleversé le jeu des influences économiques et diplomatiques. Etre militairement présent à Djibouti ne suffit

plus pour être influent en Afrique de l'Est. Par contre Djibouti en intégrant la sphère arabe a acquis une nouvelle importance stratégique. C'est l'occasion pour la France de renforcer son rayonnement auprès de la Ligue Arabe. Sa présence militaire à Djibouti et Abu Dabhi est un réel atout. L'arrivée à Djibouti de nouvelles puissances incite la France à renouer rapidement avec Djibouti.